saisir et comprendre tout cela? Peut-il en même temps saisir et comprendre pleinement le combat mené par la population québécoise pour conserver la fierté de son histoire, de sa langue et de sa culture malgré les vagues successives de l'invasion militaire, du déplacement du commerce et de l'évolution socio-industrielle? Qui donc y réussirait? Comprendrait-il également l'Ontario de Toronto, ou l'Ontario divorcé de Toronto comme par exemple la petite ville dans laquelle j'ai grandi et qui est aussi éloignée de Toronto que Medicine Hat?

Et si cet homme politique pouvait ressentir en même temps ce que ressent l'habitant des Maritimes, le Québécois ou l'Ontarien, pourrait-il en même temps saisir la façon de voir qu'on a dans l'ouest du Canada, dans ces colonies qui ont parfois l'impression de n'être là que pour être exploitées par le Canada central, comprendre tout ce que cela représente pour un habitant de l'Ouest? Pourrait-il comprendre à quel point la Colombie-Britannique est éloignée de cette Chambre et de beaucoup de ses débats? Voilà pourtant la fibre même du pays.

Voilà pourquoi en 1867 et dans toutes les conférences qui étaient intervenues auparavant, on avait décidé que le pays ne pouvait fonctionner que dans le cadre d'une fédération, qu'autrement c'était impossible. On aurait préféré un État unitaire plus commode, mais cela n'aurait pas fonctionné.

D'aucuns croient peut-être comprendre notre pays dans son infinie variété, mais pareil entendement n'est donné à personne. Nous sommes tous façonnés par nos vues particulières, notre propre concept du patrimoine national. Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a laissé tomber ses rencontres avec ses homologues des provinces, il a substitué la vision d'un seul homme à celle qui tenait compte des perspectives de tous les Canadiens. De deux choses l'une: il s'est attribué une compréhension surnaturelle, ou il en est arrivé à ne plus croire dans la nécessité du consensus. Le premier ministre traite le consensus à la légère parce qu'il n'a pu l'obtenir, non pas parce qu'il n'a plus de valeur pour le Canada. Le premier ministre embrasse maintenant ce dangereux concept imaginaire qu'est la volonté nationale. Il doit maintenant nous faire honte comme nation au point de demander au Parlement britannique de fermer les yeux sur le désaccord qu'il ne peut dissiper, et d'adopter une loi du Canada. Il envoie ses ministres en Angleterre s'assurer que le Parlement britannique ne porte pas de jugement qualitatif sur le processus politique au Canada.

Si le premier ministre persiste dans sa voie, sans dévier, il laissera derrière lui un règlement constitutionnel dépourvu de l'appui étendu qu'exige toute démocratie fédérale. Il espère régler la question une bonne fois pour toutes. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est qu'il n'a pas condamné le pays à être divisé éternellement; c'est l'essence de ce débat.

● (2010)

Il n'y a pas de consensus avec les provinces. On nous dit que c'était impossible d'y arriver et si ce n'était pas impossible, ce l'est devenu. Si l'on faisait preuve de bon sens plutôt que d'impatience dans ce débat, on aurait pu soumettre cet ensemble de mesures aux provinces, car si on l'examine bien, il ne renferme plus les mêmes mesures que celles qui ont été rejetées en septembre. Une bonne partie des mesures litigieuses qui avaient été présentées à la conférence qui s'est tenue en septembre ont disparu.

Il faut être réaliste. Il semble que le premier ministre (M. Trudeau) tienne absolument à faire étudier cet ensemble de

La constitution

mesures ici même, à la Chambre des communes, et uniquement ici. Lui et ses collègues peuvent-ils me dire s'ils auront recours à la Chambre pour essayer d'obtenir un règlement plus solide à propos de leurs arrangements constitutionnels, peu importe la décision finale? Écouteront-ils les députés qui représentent à eux tous une partie plus importante de la population que la majorité gouvernementale et voudront-ils réfléchir à ce qu'ils disent? Ils serviraient alors vraiment les intérêts du pays.

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet, soit un point de procédure qui a été soulevé plus tôt aujourd'hui, en particulier dans des questions qui ont été posées au leader du gouvernement à la Chambre. Les députés de mon parti ont posé un certain nombre de questions sur la façon dont nous allons procéder pour adopter la présente résolution. La procédure est ennuyeuse, mais elle a l'avantage de protéger le droit qu'ont les députés de critiquer et d'amender une proposition dont ils sont saisis.

Que se passe-t-il exactement à l'heure actuelle? Nous discutons de l'opportunité de créer un comité spécial qui serait chargé d'étudier non pas une résolution, mais la teneur d'un document comportant un projet de résolution. Lorsque le comité rédigera son rapport, sous quelque forme que ce soit, il proposera les amendements qui, selon lui, devraient être apportés à la résolution, une fois que celle-ci aura été renvoyée à la Chambre. Ensuite, la Chambre approuvera ou non le rapport du comité et, ce faisant, elle décidera de l'opportunité qu'une résolution soit examinée par la Chambre et, éventuellement, avec quels amendements. A aucun moment, nous ne traitons directement de la résolution et, compte tenu de la procédure qui a été exposée aujourd'hui, aucun d'entre nous ne peut proposer d'amendements directs. Pour se conformer aux exigences du Règlement de la Chambre, le gouvernement devra présenter une résolution, la mettre en discussion et l'adopter sans détour.

Au début de la présente discussion, on nous avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'astuce. Or il me semble que toute l'affaire en est bourrée. Nous avons essayé d'obtenir des éclaircissements au sujet du processus relatif à l'adoption d'une résolution constitutionnelle; nous n'avons rien obtenu. Toutefois, la semaine dernière, le gouvernement publiait une brochure intitulée: «La constitution canadienne: document explicatif sur le projet de résolution concernant la Constitution du Canada». A la page 20 de cette brochure figure une déclaration que le gouvernement n'a pas eu l'honnêteté de faire devant la Chambre. La voici:

Si le comité recommande l'adoption du projet de résolution, avec ou sans modifications, et que la Chambre et le Sénat entérinent la recommandation, cette acceptation se traduira par une demande ou une adresse commune. Le gouvernement du Canada fera parvenir l'adresse commune à la Reine.

Je tiens à préciser que cela ne se traduira pas par une adresse commune. Permettez-moi de préciser la position de mon parti au sujet de cette prostitution du Règlement de la Chambre des communes. En premier lieu, rien ne peut se traduire par une adresse commune s'il n'y a pas bel et bien d'adresse commune. Dans le passé, ces adresses étaient adoptées directement à titre de résolutions, et elles doivent l'être encore aujourd'hui.

En deuxième lieu, nous ne croyons pas que la Chambre puisse traiter indirectement du sujet d'une résolution et ensuite être réputée avoir adopté directement la résolution. Si le gouvernement veut modifier le Règlement, il peut faire adop-